



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-cinquième session
Rome, 2-3 décembre 1998

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE

DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE

EN FAVEUR DU

**SERVICE DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION EN MATIÈRE D'AGRICULTURE
INTERNATIONALE (SITIA)**

POUR LA

**CRÉATION D'UN RÉSEAU RÉGIONAL EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE
(FIDAFRIQUE)**

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ACRONYMES	ii
PREMIÈRE PARTIE - INTRODUCTION ET GÉNÉRALITÉS	1
DEUXIÈME PARTIE - JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA	2
TROISIÈME PARTIE - LE PROGRAMME PROPOSÉ	2
QUATRIÈME PARTIE - RÉSULTATS ESCOMPTÉS/AVANTAGES ESCOMPTÉS	3
CINQUIÈME PARTIE - DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION	4
SIXIÈME PARTIE - COÛTS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME	5
SEPTIÈME PARTIE - RECOMMANDATION	6
APPENDICES	
I. NOTE ON THE NETWORK COMPONENTS	1
(NOTE SUR LES COMPOSANTES DU RÉSEAU)	
II. DETAILED COSTS AND FINANCING	5
(VENTILATION DES COÛTS ET FINANCEMENT)	



SIGLES ET ACRONYMES

CAR	Centre d'administration de réseau (noeud central)
DAT	Don d'assistance technique
FIDAFRIQUE	Réseau régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale
FSI	Fournisseur de services Internet
GCIAR	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
SITIA	Service de technologies de l'information en matière d'agriculture internationale

RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE
DON D'ASSISTANCE TECHNIQUE EN FAVEUR DU

SERVICE DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION EN MATIÈRE D'AGRICULTURE
INTERNATIONALE (SITIA)

POUR LA

CRÉATION D'UN RÉSEAU RÉGIONAL EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE
(FIDAFRIQUE)

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de don d'assistance technique en faveur du Service de technologie de l'information en matière d'agriculture internationale (SITIA) pour la création d'un réseau régional en Afrique occidentale et centrale (FIDAFRIQUE), d'un montant de 900 000 USD pour une période de trois ans.

PREMIÈRE PARTIE - INTRODUCTION ET GÉNÉRALITÉS

1. Bien plus que les facteurs de production traditionnels (à savoir la main-d'œuvre, le capital et la terre), l'information et les connaissances se révèlent de plus en plus clairement être des facteurs déterminants en matière de développement rural. La stratégie du FIDA fait une bonne part à ce nouvel impératif, en ceci que ses projets incluent régulièrement des composantes de recherche, de formation et d'assistance technique, et mettent l'accent sur les approches participatives et le développement communautaire pour faire en sorte que les connaissances et l'information soient mises à profit de façon plus efficace, au bénéfice des ruraux pauvres.

2. L'essor des nouvelles technologies de l'information et l'intégration croissante de l'économie mondiale ouvrent des perspectives importantes pour améliorer substantiellement l'accès des communautés locales et des projets locaux à l'information et aux connaissances. Le FIDA élabore depuis 1994 des initiatives spécifiques à cet égard. Un projet pilote a été mis en œuvre pour relier six projets financés par le FIDA (au Cap-Vert, en Chine, au Guatemala, en Namibie, en République centrafricaine et en Turquie) grâce à un don au Forum international pour le développement de systèmes durables d'utilisation des terres, dans le cadre du Programme de coopération élargie FIDA/organisations non gouvernementales (ONG). D'autres initiatives de plus grande ampleur ont été lancées, avec par exemple le réseau d'information qui relie les projets financés par le FIDA en Amérique latine et dans les Caraïbes, et qui est conçu en tant que système d'information et de partage de connaissances basé sur l'Internet, au service des ruraux pauvres de cette région, ou le Système de données d'évaluation, qui a pour objet de diffuser les connaissances acquises dans le cadre des activités d'évaluation du FIDA. Le FIDA contribue ainsi à combler l'écart de connaissances entre riches et pauvres. Plus récemment, le FIDA a conçu un Programme de mise en réseau électronique pour les régions rurales de l'Asie et du Pacifique, afin de faciliter la mise en œuvre des projets qu'il finance dans cette région, et, grâce à l'accès à l'Internet, de leur permettre de lutter plus efficacement contre la pauvreté rurale.



3. Une enquête, qui visait à déterminer le mode de fonctionnement et la capacité des infrastructures de communication dans les projets financés par le FIDA¹ en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, a montré que la plupart d'entre eux connaissaient des problèmes fondamentaux, à savoir pannes de courant fréquentes, infrastructures de télécommunications médiocres, et/ou matériel informatique dépassé. Sur la base d'une analyse des matériels, des logiciels et des ressources humaines disponibles dans les zones de projet et dans les pays, on peut estimer que 41% des projets financés par le FIDA en Afrique pouvaient être classés, pour ce qui est de leur raccordement en réseau, dans la catégorie "difficile ou très difficile", 24% dans la catégorie "moyennement difficile", et 36% dans la catégorie "facile". Cette évaluation fait apparaître que l'accent devrait être initialement placé sur i) la création ou le renforcement de l'infrastructure informatique et de télécommunications au niveau des projets; ii) la dotation des projets les plus isolés en moyens actualisés de télécommunications pour assurer leur pleine intégration dans le réseau, en pratiquant une "discrimination positive" à leur égard; et iii) l'intégration des projets en réseau pour leur assurer des services électroniques de base de haute qualité, en les faisant bénéficier d'une assistance technique et d'activités de formation.

DEUXIÈME PARTIE - JUSTIFICATION ET PERTINENCE POUR LE FIDA

4. L'objet principal de FIDAFRIQUE est d'améliorer les capacités techniques ainsi que les moyens de gestion et de mise en œuvre des projets du FIDA, au bénéfice final des groupes cibles, en permettant à ces projets de communiquer mieux et plus fréquemment entre eux, et avec certains organes gouvernementaux, certains partenaires de la société civile, les institutions coopérantes et le siège du Fonds. L'objectif est donc de créer un réseau basé sur l'Internet pour les projets en cours et futurs du FIDA en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

5. Une fois l'infrastructure en place et les services de base assurés, le programme apportera des ressources en vue de la conception du renforcement futur du réseau FIDAFRIQUE, à orientation thématique, avec notamment la création de systèmes d'information et connaissances spécifiques à la région. Des bases de données spécifiques pourraient alors être élaborées pour traiter de faisceaux convergents de problèmes de développement (aspects techniques, institutionnels, gestion, etc.) et permettre l'échange d'informations selon les techniques les plus récentes.

TROISIÈME PARTIE - LE PROGRAMME PROPOSÉ

6. Les activités du programme consistent en ce qui suit (une description plus détaillée des composantes figure à l'appendice I:

- mise en place de services électroniques de base, avec notamment: i) création d'un centre (ou nœud central) d'administration de réseau (CAR), y compris dotation en matériel, en logiciel et en capacités de gestion connexes; ii) fourniture, au niveau des projets, d'ordinateurs et de matériel et logiciels de communication, y compris d'outils d'installation; et iii) assistance d'experts, y compris pour l'entretien;
- formation, au niveau régional comme à celui des sites de projet, du personnel de projet du FIDA, et d'agents de certains partenaires, organismes gouvernementaux et, le cas échéant, institutions coopérantes; enfin
- conception de services axés sur le contenu à élaborer dans une éventuelle phase ultérieure.

¹ Cette enquête a été menée entre avril et juillet 1998, au moyen d'un questionnaire comportant 57 questions ; il a été adressé à 44 projets, et 34 y ont répondu.

QUATRIÈME PARTIE - RÉSULTATS ESCOMPTÉS/AVANTAGES ESCOMPTÉS

7. À l'achèvement du programme, les résultats suivants sont attendus:
- un **CAR**, ou nœud central d'administration de réseau, aura été créé pour traiter tous les flux de communication, avec notamment: i) soutien technique aux projets 24 heures sur 24; ii) au minimum un raccordement T1 au réseau principal Internet; iii) accueil de pages WEB; et iv) service de transfert courrier électronique-télécopie. Un **soutien à l'administration du réseau** est nécessaire pour aider les projets à résoudre une large gamme de problèmes (installation, raccordement, téléchargement de courrier électronique, etc.). Le personnel du centre se rendra si nécessaire sur les sites des projets pour apporter le soutien nécessaire, et sera responsable de l'observation du calendrier d'installation;
 - une **masse critique de projets financés par le FIDA (30) et d'institutions partenaires (15)** en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale auront été dotés du matériel et des logiciels pertinents, et seront reliés au réseau FIDAFRIQUE - Internet. À leur nombre figureront 12 des projets financés par le FIDA qui sont classés dans la catégorie des projets "difficiles ou très difficiles" à raccorder, sept de la catégorie "moyennement difficiles" et 11 de la catégorie "faciles". Seuls les projets devant encore se poursuivre pendant au moins deux ans (c'est-à-dire dont la date de clôture initiale est postérieure à l'an 2000) seront concernés. On estime qu'un matériel spécial de télécommunications (télécommunications par satellite) sera nécessaire pour les projets "les plus difficiles à raccorder" (au moins sept sites). Pour assurer l'efficacité des projets dans les années à venir, tous seront systématiquement raccordés au réseau et il sera prévu, lors de la préévaluation, le financement du matériel, du logiciel et de la formation nécessaires. Les institutions partenaires seront notamment les organismes gouvernementaux sélectionnés, certaines organisations de la société civile et, le cas échéant, certaines institutions coopérantes;
 - des **outils d'installation** auront été préparés pour permettre le raccordement au réseau;
 - la **formation**, financée par le FIDA, d'un nombre suffisant d'agents et d'organismes sélectionnés, au partage des connaissances et des technologies, et à la diffusion de l'information entre tous les projets aura été menée à bien. Cette formation sera dispensée à l'occasion de l'installation des logiciels, dans le cadre de visites spéciales aux projets; enfin
 - une **étude sur les services de partage des connaissances et de l'information au bénéfice des projets financés par le FIDA**, visant la conception de services thématiques, sera définie dans la perspective d'une phase ultérieure éventuelle; elle devra prévoir ce qui suit: i) une évaluation des besoins au niveau de chacun des projets; ii) un examen de l'état d'avancement technique des réseaux basés sur l'Internet dans la région; et iii) la conception de dispositifs d'administration et de dispositions institutionnelles concernant les services devant être créés, parallèlement à l'identification de partenaires potentiels aux niveaux international, régional et local.

CINQUIÈME PARTIE - DISPOSITIONS RELATIVES À L'EXÉCUTION

8. L'organe d'exécution du programme sera le SITIA, organisme à but non lucratif qui se consacre à promouvoir et à améliorer les pratiques agricoles durables et à conserver les ressources naturelles en développant des technologies de l'information appropriées. Le SITIA entretient des rapports et des partenariats nombreux avec des organisations de développement, comme le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation



et l'agriculture (FAO)². En se chargeant de l'exécution de ce programme, le SITIA agira en qualité "d'entreprise générale" auprès des organisations appropriées et des fournisseurs pour mener à bien ses diverses missions. À cet effet, des contacts seront établis avec les principaux prestataires de services Internet et avec les partenaires traditionnels du FIDA, comme le Centre international de calcul de l'ONU, CGNET Services ou autres vendeurs afin de passer les marchés concernant le matériel et le logiciel, selon les architectures adaptées à la région, et assurer les formations et le soutien technique au bénéfice des projets financés par le FIDA.

9. Le SITIA fera en sorte que le choix des vendeurs et les procédures de passation des marchés concernant les biens et les services soient pleinement conformes aux prescriptions du FIDA en la matière. Le vendeur sélectionné sera responsable de la planification et du raccordement de tous les sites. Sa mission exclura la fourniture du matériel, mais il sera responsable de la définition des spécifications techniques et de la transmission de ces informations à tous les projets. Le vendeur sera sélectionné au cours des six à huit premiers mois du programme. Le vendeur aura pour mission première, lorsqu'un site justifie d'un système de téléphonie par satellite, de seconder les autorités de projet pour qu'elles effectuent au mieux l'acquisition correspondante. Le vendeur mettra en place le CAR et intégrera tous les projets de la classe 1 (raccordement le plus facile) dans le réseau au cours du deuxième semestre. Au cours du semestre suivant, tous les projets des classes 2 et 3 seront raccordés. La formation sur site, comme de besoin, sera menée en même temps que la mise en place des systèmes.

10. Le SITIA consultera les unités de gestion de projet (UGP) au cours de l'exécution du programme proposé pour ce qui concerne: i) la définition des prescriptions détaillées relatives au matériel (à savoir compte tenu des fournisseurs d'accès et des services d'entretien disponibles) et l'harmonisation des méthodes de passation des marchés; ii) l'identification des besoins de formation; et iii) la définition des services orientés sur des thèmes à développer au cours d'une éventuelle phase ultérieure.

11. En menant les activités prévues pour ce qui est de FIDAFRIQUE, le SITIA établira des relations de partenariat avec les institutions régionales pertinentes participant à des projets ayant trait au développement de la connectivité dans les pays de la région Afrique I du FIDA (par exemple Bellanet/CIRD, Environnement et développement - tiers monde, Système francophone d'information/Réseau électronique francophone d'information, GCRAI, Institut international d'agriculture tropicale, etc.).

12. **Calendrier.** Le réseau sera complété en trois ans. Un calendrier prévisionnel est indiqué au tableau 1 ci-après.

² Les responsables de certaines organisations de développement siègent au Conseil d'administration du SITIA, par exemple le Directeur exécutif de Bellanet/Centre international de recherche sur le développement; le Directeur adjoint du Centre de recherche sur la prévention des maladies, de l'Université de Stanford, aux États-Unis; l'ancien Directeur général adjoint du Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé et Président du Conseil d'administration du Service International pour l'acquisition et l'application des agrobiotechnologies, îles Caïman; et le Président de *CGNET Services International*.

TABLEAU 1: CALENDRIER D'ACTIVITÉS

Dates	Activités
avril 1999	Le don entre en vigueur
octobre 1999	Le nœud central d'administration de réseau est créé
décembre 1999	10 projets et cinq institutions partenaires sont raccordés
mars 2000	20 projets et 10 institutions partenaires sont raccordés
octobre 2000	Étude sur les services de partage de connaissances et d'informations pour les projets financés par le FIDA en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale
décembre 2000	30 projets et 15 institutions partenaires sont raccordés
juin 2001	<ul style="list-style-type: none"> • évaluation de FIDAFRIQUE; et • préparation d'une éventuelle deuxième phase en vue d'offrir aux projets financés par le FIDA dans la région des services de partage de connaissances et d'informations.
mars 2002	Clôture du don d'assistance technique

SIXIÈME PARTIE - COÛTS ET FINANCEMENT DU PROGRAMME

13. Les coûts totaux de FIDAFRIQUE sont estimés à 3,05 millions de USD, y compris les provisions pour aléas (voir tableau 2); la contribution qu'apporterait le FIDA à titre de don équivaldrait à 900 000 USD (30% des coûts totaux). On estime que les institutions partenaires (certaines ONG et organismes gouvernementaux) seront raccordées au réseau pour un coût minimal (le programme ne fournira que les outils d'installation et la formation). Les coûts de fonctionnement pour l'élément télécommunications équivalent à 2,15 millions de USD (70% des coûts totaux) sur trois ans, et seront financés directement par les projets (2,05 millions de USD, soit 67% des coûts totaux) et par les institutions partenaires (100 000 USD, soit 3% des coûts totaux). Un tableau détaillé des coûts et des financements figure à l'appendice II.

14. La contribution du FIDA portera essentiellement sur i) l'investissement initial, y compris le matériel et les logiciels; ii) la formation; iii) les dépenses de fonctionnement du nœud central pour les trois premières années; et iv) une étude en vue de la conception de services de partage des connaissances et des informations. Les projets financés par le FIDA, les organismes gouvernementaux et les institutions coopérantes couvriront leurs coûts de télécommunications sur leurs ressources ordinaires propres.

15. Les décaissements à partir du compte du don, pour effectuer les paiements aux vendeurs correspondant aux achats de matériel, seront faits directement par le FIDA sur présentation des factures et des états de dépenses du SITIA, attestant que les biens ont été livrés. Les décaissements correspondant à tous les autres postes de dépenses seront faits directement par le SITIA, sur une base annuelle, après approbation par le FIDA du programme de travail et budget annuel présenté par le SITIA pour l'année suivante.

16. **Coûts pour les futurs projets financés par le FIDA.** Vu que les coûts récurrents d'administration du réseau au nœud central sont relativement modestes (2400 USD par site et par an), on estime qu'à la clôture du don les coûts futurs pourront être pris en charge par les projets financés par le FIDA et par les institutions partenaires, dans le cadre d'abonnements directs aux services du nœud central d'administration de réseau.

TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT
(en USD)

Postes de dépenses	Coût total	Financement		
		FIDA	Projets financés par le FIDA	Institutions partenaires
Coûts dans les pays				
- Matériel et logiciel				
Projets financés par le FIDA (matériel et logiciel (*))	272 200	272 200	0	0
Institutions partenaires sélectionnées (logiciel)	7 500	7 500		
Total partiel	279 700	279 700	0	0
- Coûts des télécommunications				
Projets financés par le FIDA	1 929 852	0	1 929 852	0
Institutions partenaires sélectionnées	98 280			98 280
Total	2 307 832	279 700	1 929 852	98 280
Coûts du noeud central d'administration du réseau				
Mise en place et installation	67 000	67 000	0	0
Administration du réseau	270 000	270 000	0	0
Formation	162 000	162 000	0	0
Étude de services de partage de connaissances et d'informations	70 000	70 000		
Total des coûts de base	2 876 832	848 700	1 929 852	98 280
Provisions pour aléas (6%)	172 610	50 922	115 791	5 897
Total	3 049 442	899 622	2 045 643	104 177
Financement (en pourcentage)	100%	30%	67%	3%

SEPTIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

17. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don d'assistance technique proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que, dans le but de financer en partie le Réseau régional en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (FIDAFRIQUE) pour trois ans, commençant en avril 1999, le Fonds accordera un don d'un montant ne dépassant pas neuf cent mille dollars des États-Unis (900 000 USD) au Service de technologie de l'information en matière d'agriculture internationale (SITIA) selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Fawzi H. Al-Sultan
le Président



NOTE ON THE NETWORK COMPONENTS

1. As IFAD is not directly involved in project implementation, IFAD staff are not always connected with the project sites on a regular basis. In addition, exchange of information between IFAD headquarters and the projects is often limited to project status reports and disbursement information. There is also a limited amount of exchange of information between projects with similar thematic objectives. This could be due to the lack of a fast and efficient mode of carrying out the information exchange. Both types of exchanges could be streamlined by giving all projects access to an electronic network.

2. Circumstances within both project countries and particular regions create a challenge in terms of providing stable access to any type of electronic network. However, this can be overcome partially by choosing the proper communications methodology. Satellite telephones can work in many cases, but this solution can be costly. Some projects also have problems in finding and maintaining qualified technical support.

3. A detailed plan to connect each of the IFAD-financed projects in the region will be established. For the present time, and based on the survey carried out at project level, IFAD-financed projects are grouped into one of the following four categories according to the difficulty of connecting them: rank 1 = easiest; 2 = medium; 3 = harder; and 4 = hardest to connect to a network. Thanks to the infrastructure improvements taking place in African telecommunications, it is likely that many of the projects ranked as hard or hardest to connect will shift to the medium or easy category by the time the project is fully under way.

4. **Computers.** The minimum configuration is: an Intel-Pentium II or Pentium Pro processor, clock speed of least 200 MHz, 64 Mb RAM, 4.0 GB hard disk; 1.44 MB floppy disk; 18 speed CD-ROM drive; 56 kbs modem; monitor, keyboard and Windows 95-98 or Windows NT workstation as the operating system. Computer servers have been determined unnecessary for the project and will not be used. This means that all projects will distribute their e:mail internally on their own. For the sake of simplicity, it is assumed that all projects will receive a single, stand-alone computer.

5. **Network operations centre.** An NOC is required to ensure that unified maintenance procedures and adequate security levels are provided. Moreover, a hub-based network will allow for the development of information and knowledge services in the future. The latter is composed of e:mail-switching software with a direct connection to the Internet. The NOC performs the following functions in the context of the network: (i) provides a link between the project and other projects, similar to a hub in a wheel; (ii) allows e:mail traffic to flow between the project and any Internet domain; (iii) provides 24 hour-technical support to projects to ensure that they are able to connect and retrieve mail properly; and (iv) provides a gateway to Internet access with at least a T-1 connection to the Internet backbone; Moreover, it has the ability to host web pages and databases and provide an e:mail-to-fax service to anywhere in the world. Web pages will be hosted for all projects at the hub. The computer configuration of the hub is: DEC Alpha or HP network server, 256 MB RAM, redundant hard disks, swappable, 9.0MB, minimum, Microsoft Exchange Server, Microsoft NT operating system. The set-up fee includes the cost of hardware and software. An installation fee will be charged for each project connected to the hub.

6. **Network management support.** A hub will require network management fees to cover technical support and monitoring. Technical support will be available to projects for installation, for problems in connecting, and in downloading e:mail, etc. If necessary, hub personnel will travel to the project site to provide this support. The fees will also cover monitoring of the project installation timetable. If technology changes occur before a project is brought on-line, making the connection



APPENDIX I

easier and cheaper, the project will be brought on in this manner. The fee is a monthly charge but is provided as a one-time charge for a period of three years.

7. **Project installation kit.** Each project will need to install pre-programmed software to connect to the hub and be recognized as part of the network. This will involve a one-time charge.

8. **Telecommunication charges and connections.** Specific dial-up telephone connections will be needed for each of the four types of projects as a general rule, Internet service providers (ISPs) will charge for the initial connection and a monthly connect charge; and the default method of connecting for each project will be to dial into a local ISP. Depending on the “difficulty to connect”, the connection to the hub is done in one of four ways:

- Group 1 (easiest to connect) and partner institutions will dial into a local ISP (with either a local call or long distance call) and connect through the ISP to the hub;
- Group 2 (medium) will dial into an international X.28 provider (carrier), such as SITA which connects to the hub (a local or long distance call and international carrier charges apply);
- Group 3 (hard) will dial directly into the international telephone system to the hub;
- Group 4 (hardest) will dial using either an Inmarsat or Iridium satellite telephone to call into the hub.

9. **Special communications hardware.** A satellite telephone system will be needed for seven of the sites. The current system in place is Inmarsat, the initial cost of which is USD 25 000 per installation. However, in September 1998, the Iridium system was expected to begin its network of 66 low-earth satellites and land-based cellular networks to enable users to call from and to anywhere in the world. This system will require a very low-cost telephone handset (estimated at about USD 3 000) and its use will incur average charges estimated at USD 4 per minute. Many African countries have not yet adopted this system. FIDAFRIQUE will use the Iridium system in the countries where it becomes operational. Since this system is not yet operational, it is estimated that the unit cost for satellite equipment is an average between Inmarsat and Iridium technologies (i.e., USD 15 000). If the Iridium technology is adopted in the countries where it is needed, these costs can be substituted for the Inmarsat costs.

10. **Training and installation.** Training will be conducted as individual project visits. When installation software is used, this will be done at the same time as a training visit. If training is not undertaken, project personnel will install the software themselves. The cost of training is estimated at USD 1 200 per day, and at least three training days per project will be required. Travel, per diem and accommodation costs are included in this estimate.

11. **Study on knowledge and information services for IFAD-financed projects.** The principal focus of FIDAFRIQUE beyond this first phase will be the development of specific value-added components (except web page hosting). The approach will include discussion groups based on thematic topics, web page development to advertise projects and for posting results, and the development of on-line data bases for the sharing of information. To pave the way for content-oriented services development, a study on knowledge and information services for IFAD-financed will be prepared, including: (i) a needs assessment study at project level; (ii) a review of the state-of-the-art of Internet-



based networks development in the region, including IFAD-cofinanced subregional networks such as the Regional Environmental Information Management Project; and (ii) the design of management and institutional arrangements for the services to be created, together with the identification of potential partners at local, regional and international levels.

DETAILED COSTS AND FINANCING (USD)

Category	Unit Cost	No.	Total Cost	Financing		
				IFAD	IFAD financed Projects	Partner Institutions
Country-level costs						
Hardware and Software						
IFAD-financed projects						
"Easy" projects (rate d1)	5 700	11	62 700	62700		
"Medium" projects (rated 2)	5 500	7	38 500	38500		
"Hard" projects (rated 3)	5 500	5	27 500	27500		
"Hardest" projects (rated 4)	20 500	7	143 500	143500		
Subtotal			2 2 200	2 2 200	0	0
Selected Partner Institutions						
Software	500	15	7 500	7 500		
Subtotal			279 700	279 700	0	0
Monthly communication costs						
IFAD-financed projects						
"Easy" projects (rated 1)	182	11	72072		72072	
"Medium" projects (rated 2)	715	7	180180		180180	
"Hard" projects (rated 3)	3300	5	594000		594000	
"Hardest" projects (rated 4)	4300	7	1083600		1083600	
Subtotal			192 9852	0	192 9852	0
Selected Partner Institutions						
Software	182	15	98 280			98 280
Subtotal			2 028 132	0	1 929 852	98 280
Subtotal			2 307 832	279 700	1 929 852	98 280
Hub costs						
Set-up	25 000	1	25 000	25 000		
Installation	42 000	1	42 000	42 000		
Subtotal			67 000	67 000	0	0
Network management						
IFAD-financed projects	6 000	30	180 000	180 000		
Partner institutions	6 000	15	90 000	90 000		
Subtotal			270 000	270 000	0	0
Training						
IFAD-financed projects	3600	30	108 000	108 000		
Partner institutions	3600	15	54 000	54 000		
Subtotal			162 000	162 000	0	0
Information and knowledge study						
Study	70 000	1	70 000	70 000		
Total base costs			2 876 832	848 700	1 929 852	98 280
Contingencies	6%		172 610	50 922	11 5791	5 897
Grand Total			3 049 442	899 622	2 045 643	104 177
Financing (%)			100%	30%	67%	3%